

Direction régionale et interdépartementale de  
l'environnement, de l'aménagement et des  
transports

78-2025-06-04-00007

Arrêté autorisant la société RIVAL à se substituer  
à la société CARRIERE DE LA GRANDE ARCHE  
pour l'exploitation de la carrière située sur la  
commune d'Achères

**ARRÊTÉ**

**autorisant la société RIVAL à se substituer à la société CARRIERE DE LA GRANDE ARCHE  
pour l'exploitation de la carrière située sur la commune d'Achères**

**LE PRÉFET DES YVELINES  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 516-1, R. 181-45, R. 181-47, R. 516-1 et R. 516-2 ;

**VU** le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE en qualité de Préfet des Yvelines ;

**VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 09-005 DDD du 13 janvier 2009 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 2017-44310 du 19 décembre 2017 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 78-2020-06-17-019 du 17 juin 2020 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 78-2021-05-28-00001 du 28 mai 2021 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 78-2022-01-04-00006 du 4 janvier 2022 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 78-2023-09-01-00006 du 1er septembre 2023 ;

**VU** l'arrêté préfectoral n° 78-2023-12-04-00010 du 4 décembre 2023 ;

**VU** l'arrêté n°78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

**VU** la décision DRIEAT-IDF n° 2025-0401 du 2 mai 2025 portant subdélégation de signature du préfet des Yvelines ;

**VU** la demande de la société RIVAL, datée du 8 janvier 2025, par laquelle elle sollicite le transfert de l'autorisation d'exploiter la carrière de la Grande Arche ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 19 mai 2025 ;

**VU** le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur en date du 23 mai 2025, en application de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

**VU** l'observation formulée par le demandeur sur ce projet d'arrêté par son courriel du 27 mai 2025 ;

**CONSIDÉRANT** que la société RIVAL présente les capacités techniques et financières nécessaires à l'exploitation d'une carrière ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture ;

## ARRÊTE

### ARTICLE 1 – AUTORISATION DE CHANGEMENT D'EXPLOITANT

L'autorisation d'exploiter une carrière de sables et graviers à ciel ouvert sur une superficie de 27 ha 54 a 98 ca sur le territoire de la commune d'Achères accordée à la société CARRIERE DE LA GRANDE ARCHE dont le siège social est situé 1 rue de Folenrue 27200 Vernon par arrêté préfectoral n° 09-005 DDD du 13 janvier 2009 est transférée à la société RIVAL (SIRET 83168583900027 – Établissement secondaire) dont le siège social est situé 36 avenue Hoche 75008 Paris.

La société RIVAL est tenue de respecter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral susvisé pour l'exploitation de la carrière de sables et graviers sise sur la commune d'Achères et par tout acte le modifiant ou le complétant.

### ARTICLE 2 - GARANTIES FINANCIÈRES

Le nouvel exploitant doit, dès la notification du présent arrêté, transmettre au préfet un document établissant la constitution des garanties financières, selon les dispositions de l'arrêté préfectoral n° 09-005 DDD du 13 janvier 2009 susvisé et modifié par le présent arrêté.

Les dispositions de l'article V-1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°09-005 DDD du 13 janvier 2009 sont remplacées par les dispositions suivantes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état de la carrière jusqu'au terme de l'autorisation est de :

Période	Période 1 (0-5 ans)	Période 2 (6-10 ans)	Période 3
Montant en €	-	-	482675
S1 (ha)	-	-	0,3
S2 (ha)	-	-	8,8
L (m)	-	-	854

CR (en €) : montant de référence des garanties financières pour la période considérée ;

$$CR = \alpha \times (S1 \times C1 + S2 \times C2 + L \times C3)$$

$$\alpha = \frac{Index}{Index0} \times \frac{1+TVAR}{1+TVA0} = 1,4006$$

S1 (en ha) : somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 (en ha) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remise en état.

L (en m) : valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des linéaires des berges diminuée des linéaires de berges remis en état.

Coûts unitaires (TTC) :  
C1 : 15 555 € / ha ;  
C2 : 34 070 € / ha ;  
C3 : 47 € / m ;

### **ARTICLE 3 - INFORMATION DES TIERS**

Pour l'information des tiers, une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie d'Achères, où toute personne intéressée pourra le consulter.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. Le maire dressera un procès-verbal attestant de l'accomplissement de ces formalités.

Une copie de cet arrêté sera insérée dans le recueil des actes administratifs de la préfecture des Yvelines, accessible sur le site Internet de la préfecture.

### **ARTICLE 4 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS (ART. L.514-6 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)**

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles notamment au moyen de l'application Télérecours citoyens (<https://www.citoyens.telerecours.fr/>)

1°) par le destinataire de la présente décision dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté,

2°) par les tiers intéressés, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou la publication de la décision sur le site internet de la préfecture.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour de l'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

### **ARTICLE 5 - OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS**

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **ARTICLE 6 – EXÉCUTION**

Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Saint-Germain-en-Laye, le maire d'Achères, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des

transports d'Île-de-France, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Versailles, le 04/06/2025

Pour le Préfet et par délégation,  
La Directrice,  
Pour la Directrice et par subdélégation,  
La chef de l'unité départementale des Yvelines,

**signé**

Delphine DUBOIS